

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15



www.journal-officiel.gouv.fr

Associations

Fondations d'entreprise

Associations syndicales de propriétaires

Fonds de dotation

Fondations partenariales

Annonce n° 1154

66 - Pyrénées-Orientales

ASSOCIATIONS

Modifications

Déclaration à la préfecture des Pyrénées-Orientales

Ancien titre : ASSOCIATION D'ENQUÊTEURS CERTIFIÉS

Nouveau titre : **ORGANISATION NATIONALE DES ENQUÊTEURS PRIVÉS.**

Nouvel objet : l'organisation nationale des enquêteurs privés (o ; n ; e ; p) est une association professionnelle loi 1901 ; elle regroupe, conseille et oriente les enquêteurs de droit privé soumis aux dispositions du code de la sécurité intérieure ; elle informe et délivre des conseils suivant l'objet de l'association à destination de ses membres ; elle promeut et veille au respect de la bonne application des règles déontologiques applicables aux enquêteurs privés, ainsi que des dispositions législatives du code de la sécurité intérieure pour l'ensemble de la profession d'enquêteur privé ; elle lutte contre toutes violations des règles déontologiques inscrites dans le code de la sécurité intérieure propre à l'activité d'enquêteur privé et contre toutes violations, par des enquêteurs privés des dispositions du code de la sécurité intérieure ; elle assure la défense par les voies appropriées des intérêts collectifs et individuels de ses membres, notamment en ce qui concerne les violations des règles déontologiques et des dispositions législatives du code de la sécurité intérieure ; elle assure la représentation et la défense des intérêts matériels, professionnels, moraux, et collectifs des enquêteurs de droit privé ; à ces fins, elle mène des actions en justice devant toutes juridictions judiciaires ou administratives en vue de défendre les intérêts collectifs de la profession d'enquêteur de droit privé sur le territoire national contre des tiers, personne physique ou morale de droit privé, d'autre part, de toute administration, collectivité territoriale ou de tiers, personne de droit public ou parapublique, et ce, à l'égard de tout acte constitutif d'une violation des intérêts susmentionnés et conformément à l'objet de l'association ainsi que tout fait portant atteinte à la profession ; elle mène des actions en justice en vue de défendre les intérêts collectifs des entreprises et des salariés du secteur des activités de recherches privées afin d'exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les infractions définies au livre ii de la huitième partie du code du travail ; plus généralement, elle agit par tous les moyens utiles à la réalisation de son objet ; elle met en œuvre la réglementation

relative aux données personnelles pour ses membres et les professionnels de la sécurité privée ; elle met en œuvre des formations relevant de l'obligation de formation continue des professionnels de la sécurité privée, salariés et dirigeants ; elle organise des stages de formation non obligatoires à destination de ses membres ainsi que des professionnels de la sécurité privée ; elle engage avec l'état, les autorités de contrôle, les collectivités locales, les instances départementales ou régionales, un dialogue en vue de promouvoir et défendre l'activité d'enquêteur de droit privé ; elle contribue à l'élaboration d'une politique de promotion et de défense de l'activité d'enquêteur de droit privé en proposant des améliorations à la législation en vigueur, ou aux futures législations ; plus généralement, elle formule des propositions à tout niveau utile ; elle mène toutes actions d'information et de formation susceptibles de sensibiliser chacun à la défense de l'activité d'enquêteur de droit privé ; elle diffuse de l'information relative à l'objet de l'association ; elle exerce ses activités sur l'ensemble du territoire de la république au moyen notamment d'actions devant toutes les juridictions, administrations, organisations nationales

Siège social : 14, rue General Derroja, 66000 Perpignan.

Site internet : <http://adec66.fr>.

Date de la déclaration : 27 mars 2018.